

# LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

RÉDACTION et ADMINISTRATION  
60, rue du XXXI Décembre - Genève  
Téléphone 14.05

Paraissant tous les Samedis

Rédacteur en chef : Dr. Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

ABONNEMENT Suisse... 6 fr. — par an  
Autres pays. 9 fr. —

## Capitis deminutio Austriae

Le problème d'Autriche-Hongrie tant qu'il fut traité par la diplomatie alliée, n'avancé pas beaucoup. Des considérations d'ordre divers empêchaient l'application pure et simple à la Monarchie des Habsbourg, du principe de liberté et d'auto-disposition des peuples proclamé solennellement par les puissances de l'Entente. Pour l'Autriche-Hongrie on préférait dans certains milieux une solution spéciale, qui, si elle était adoptée, aurait le seul avantage de plaire aux diplomates professionnels sans satisfaire cependant les exigences légitimes des peuples. L'entrevue des deux empereurs germaniques au grand quartier général allemand, suivie de nouveaux arrangements politiques et militaires, ayant pour but, d'après le communiqué officiel, d'élargir et d'approfondir l'alliance existante, a mis fin à ces désirs platoniques. Le Kaiser, par son geste, a rappelé la diplomatie alliée à la réalité, rendant ainsi, indirectement, un service aux peuples de la Monarchie. Leur sort dépendra désormais, moins des combinaisons diplomatiques que du développement naturel des choses. Il sera réglé sans égards pour la « vénérable » monarchie des Habsbourg, en conformité des principes qui auront remporté la victoire. *Esclavage* — solution germanique ; *liberté* — solution alliée. Pas de solution intermédiaire !

La réalité l'emporte toujours sur les meilleurs vœux. Dans le cas autrichien, les choses sont beaucoup plus simples que l'on ne le croit. Tant que la Monarchie était un Etat absolutiste au sens littéral du mot, la dynastie quoique allemande, ne se souciait d'aucun peuple et gardait plutôt son caractère d'universalité. Les grands changements survenus au cours du XIX<sup>e</sup> siècle dans la conscience des peuples en Europe, ont laissé des traces profondes aussi dans l'organisation politique de l'Autriche. Le dualisme de 1867 a été pour les Habsbourg la première déchéance intérieure. Deux peuples furent privilégiés à condition de soutenir la Monarchie et sa dynastie dans les luttes contre les autres.

L'observateur superficiel pourrait déduire du réveil actuel des nationalités secouant si vigoureusement l'édifice délabré de la Monarchie, que l'évolution historique pousse fatalement l'Autriche-Hongrie vers la fédération des peuples. Pourtant cette idée ne correspond nullement aux faits. D'abord, les pays des Habsbourg ne furent réunis dans un corps politique par aucune nécessité politique, économique ou culturelle. L'Empire des Habsbourg a été constitué et agrandi par la violence, et la violence explique seulement un fait, elle ne le justifie pas. Il ne faut pas oublier non plus, qu'en 1867, les Magyars eux-mêmes avaient accepté le dualisme faute de mieux. Ce qu'ils aimeraient le plus, ce serait l'indépendance complète à laquelle aspirent les Slaves, sans ressentir un besoin quelconque de rester dans le cadre de la Monarchie.

En 1867, les Habsbourg ont réussi à sauver leurs possessions par des concessions accordées aux Magyars et aux Allemands. Le dualisme n'est en somme autre chose qu'un pacte de partage du pouvoir. Afin de conserver l'intégrité de l'Empire, la dynastie a consenti à céder quelques fonctions du pouvoir à deux peuples privilégiés, dont l'appui lui était nécessaire pour maintenir les autres sous le joug. En 1918, les Habsbourg se trouvent cependant dans une impasse. Les Slaves ne se laissent plus violenter, et les Magyars-Allemands, gâtés par tant de privilèges, ont un appétit insatiable. Les perspectives pour les Majestés apostoliques sont

donc très sombres. Seuls, elles n'ont pas la force nécessaire pour résister au mouvement débordant de leurs peuples. Une solution venant de l'intérieur est tout-à-fait impossible parce que les intérêts magyaro-allemands sont absolument opposés à ceux des Slaves. La solution viendra plutôt du dehors : de l'Allemagne ou bien de l'Entente. L'Allemagne peut soutenir le trône des Habsbourg, mais elle y met des conditions très dures, moins dures pourtant que celles des peuples. Les Alliés ne peuvent jamais offrir à une dynastie les avantages qu'une Prusse peut leur donner. Les Alliés luttent pour les peuples et toute concession faite par eux aux Habsbourg serait subordonnée au consentement des peuples respectifs. Pour l'empereur Charles ce n'est pas une garantie suffisante. Qu'il soit allé chez le Kaiser, ce n'est que trop logique. Placé devant le choix : de rester toujours le « second », mais de conserver l'Empire, ou bien de devenir éventuellement le premier, mais de faire dépendre son pouvoir de la souveraineté nationale, — le jeune empereur a préféré la solution qui comportait pour le moment moins de risques. Il est sûr de rester empereur d'Autriche tant que l'Autriche existera. La *capitis deminutio* de la Monarchie ne le touche que très peu. Un jeune prince peut se contenter du rôle de second pourvu qu'il garde la couronne. Les Alliés ont eu donc tort de compter avec l'empereur. Les peuples de la Monarchie valent plus.

### M. David et la Serbie

*Lorsqu'au mois de juillet 1914, l'Autriche-Hongrie remettait le fameux ultimatum au Gouvernement serbe, les peuples de l'Europe suivaient avec angoisse les phases préliminaires du grand conflit qui allait éclater fatalement comme suite logique d'une action insolente et préméditée.*

*C'est vers le peuple serbe, vers la nation serbe, vers son vieux roi que se portait l'admiration du monde, vers ce peuple qui, pour éviter la conflagration générale s'était plié aux exigences insolites de l'Autriche, ce peuple qui, dans un élan de fierté nationale accepta le défi, battit les Autrichiens pour reculer plus tard, en 1915, après une résistance héroïque, devant les armées envahissantes des Bulgares et des Germains.*

*Depuis, voilà quatre ans, l'armée serbe combat vaillamment à côté des armées alliées à Salonique; d'un autre côté le gouvernement serbe et son vénérable chef Pachitch ne cessent de travailler pour l'œuvre commune des Alliés. La Serbie tout entière frémit aujourd'hui de joie et d'enthousiasme dans le même sentiment d'émotion grandiose devant la grande tâche qui incombe aux soldats du droit et de la liberté.*

*Cependant, nous avons connu les violences que ce peuple de grand cœur et de grand avenir endure depuis l'exode de 1915. Jamais martyr n'avait souffert pareilles tortures, des massacres abominables sur les paisibles citoyens, persécutions sans nombre, extermination systématique de l'élément serbe, bulgarisation en force, chasse aux instituteurs, chasse aux prêtres, plus d'écoles serbes, plus d'églises serbes. Les bibliothèques détruites, les livres brûlés, voilà le tableau vivant de ce qui se passe en Serbie occupée, depuis que les Germano-Bulgares s'y sont installés en maîtres absolus, voilà ce que M. Savadjian nous expose dans son nouvel ouvrage.*

*Mais l'âme serbe n'a pas fléchi... l'âme serbe est restée fière et, malgré les violences subies et peut-être à cause de ces violences, elle est aujourd'hui encore plus grande, encore plus fière. La Serbie entend rester, jusqu'au bout fidèle à ses Alliés, car elle sait que les puissances de l'Entente sont sincèrement décidées à assurer ses revendications justes et équitables pour garantir enfin la paix et la tranquillité des Balkans.*

*En présentant l'œuvre de M. Léon Savadjian, je ne puis m'empêcher d'adresser un salut cordial à la glorieuse nation serbe et de souhaiter de tout mon cœur la création du grand Etat yougoslave qui, demain, servira de rempart à la civilisation européenne.*

Fernand DAVID,  
député, ancien ministre.

(Préface du livre de M. Savadjian: *Je dénonce!*)

## UNE OFFRE DE PAIX BULGARE

La légation de Bulgarie à Berne et l'Agence Bulgare de Sofia ont bien voulu démentir à deux reprises la nouvelle que la Bulgarie aurait fait auprès des puissances de l'Entente, des tentatives de paix séparée. A la question de savoir si la légation de Bulgarie veut nier aussi la plus récente tentative, faite par un gros industriel bulgare, ami et confident de M. Radoslavoff et du roi Ferdinand lui-même, l'Agence officielle bulgare de Sofia a répondu en publiant dans la presse neutre un nouveau démenti, invitant le directeur de « La Serbie » qui a révélé ces agissements, à dire le nom du personnage en question. Le démenti ajoutait que si le directeur de « La Serbie » ne s'exprime plus clairement cela signifierait que ce sont plutôt les Serbes qui cherchent la paix ! Je laisse de côté cette logique purement bulgare et je viens répondre à la question que me pose l'Agence bulgare. Je réponds d'abord en citant la lettre suivante de M. Savadjian, publiciste bulgare qui m'a le premier communiqué la nouvelle des démarches bulgares.

« Je ne vois aucun inconvénient, m'écrit M. Savadjian, à satisfaire la curiosité de l'Agence bulgare, qui fait semblant d'ignorer le nom de l'industriel en question. C'est M. Chipkoff, fabricant d'essence de rose, à Kazanlik (Bulgarie). »

La déclaration de M. Savadjian est donc

très nette. Je ne puis que confirmer, par les informations recueillies ailleurs, que tout ce que M. Savadjian dit à propos de la mission Chipkoff, est vrai, mot pour mot. Je veux ajouter que la Grande Puissance à laquelle la Bulgarie s'adressa c'est l'Amérique et que les propositions de l'agent bulgare ne sont plus un secret à Washington, où l'on ne sait cependant pas encore si les Bulgares par cette démarche voulaient tendre seulement un piège à l'Amérique pour tâter le moral des adversaires de l'Allemagne, ou bien s'ils se proposaient sérieusement de se séparer de leurs maîtres germaniques. Il paraît que les milieux politiques de Washington estimeront les Bulgares bien capables d'une nouvelle trahison et c'est pourquoi le Département politique à Washington n'a pas encore cru nécessaire de rompre avec la Bulgarie et de lui déclarer la guerre. C'est ainsi qu'il faut probablement interpréter l'intervention récente de M. Wilson lui-même pour empêcher un débat public au Sénat, au sujet de la Bulgarie et de sa situation par rapport à l'Amérique.

Je crois que ces explications suffiront et que le gouvernement bulgare répondra à son tour pour préciser, s'il avait voulu trahir Berlin ou tromper Washington en envoyant M. Chipkoff en Suisse. Toute la question est là !

Dr. L. MARCOVITCH

## La Bosnie-Herzégovine — facteur de la Monarchie !

Le ministre-président autrichien, le Dr Seidler a déclaré récemment devant les représentants des partis politiques « qu'il ne savait pas si l'Etat sudslave naîtra un jour. « Ce n'est pas une impossibilité, mais il n'est pas possible d'en parler ici, parce que l'affaire ne concerne pas uniquement l'Autriche, mais aussi la Hongrie et la Bosnie. Je ne veux pas non plus envisager la question de savoir si certains territoires autrichiens pourraient être réunis à cet Etat, mais une chose est assez claire : c'est que si un tel Etat était créé, on ne pourrait pas lui annexer toutes les parties du territoire autrichien séparant cet Etat de l'Adriatique et se trouvant en étroite union avec les régions parlant allemand. »

On voit que l'Autriche n'a rien appris dans cette guerre. Elle s'imagine que ses anciennes méthodes de tromper les Slaves en leur offrant quelques miettes d'autonomie, de libertés fictives et d'indépendance d'Etat, pourraient détourner même un seul instant, notre peuple de la voie qu'il est en train de suivre, en luttant par tous les moyens pour sa délivrance complète et pour l'union intégrale de tous les Serbes-Croates-Slovènes en un seul Etat indépendant.

Pour amputer notre territoire national et compromettre l'unité yougoslave par des moyens immoraux, afin de pouvoir maintenir plus facilement notre peuple dans l'esclavage austro-magyar, M. Seidler s'ingénie à appeler la Bosnie et l'Herzégovine facteur important de la création de cet Etat yougoslave tel qu'il l'envisage.

Nous autres Bosniaques, nous ne sommes pas habitués, et nous ne désirons jamais être un facteur quelconque dans la monarchie des Habsbourg. On ne nous a demandé notre consentement que lorsqu'il fallait renoncer à nos idéaux nationaux et justifier l'entorse aux traités internationaux par l'Autriche-Hongrie. Au lieu de donner cette approbation, nous avons toujours protesté.

La Constitution octroyée de Bosnie a prévu la formation d'un corps spécial, Conseil du Pays, dont la compétence était de poursuivre les pourparlers avec les gouvernements autrichien et hongrois, au sujet de la situation de la Bosnie-Herzégovine par rapport à la Monarchie. Cependant le Conseil du Pays de Bosnie n'a été jamais convoqué ni par le gouvernement de Vienne, ni par celui de Budapest. D'autre part, les gouvernements de Vienne et de Budapest n'ont jamais daigné répondre aux nombreuses requêtes que le Conseil leur adressa. Le ministre Burian, attaqué aux Délégations à cause de sa politique en Bosnie, avait déclaré :

« En Bosnie, il n'y a pas de politique, il n'y a que l'administration. » Cependant, aujourd'hui, lorsqu'on veut paralyser le mouvement nationaliste des Yougoslaves, tendant à leur délivrance du joug germano-magyar, que l'on tend à diviser notre peuple, on fait, à cet effet, appel à la Bosnie-Herzégovine en fignant de demander son consentement pour une nouvelle combinaison de la politique dualiste de l'Autriche-Hongrie. On découvre soudainement que nous sommes un « facteur important », ceci uniquement dans le but de nous rouler pour que nous trahissions notre cause nationale. Cette division des Yougoslaves et leur servitude à l'égard des Magyars ont été envisagées déjà au moment de l'annexion.

Dans la proclamation impériale adressée au peuple, le 10 octobre 1908, il est dit ceci :

« Mais la condition préliminaire et indispensable à l'établissement de cette constitution provinciale consiste en la création préalable d'une situation juridique précise et dépourvue de toute ambiguïté pour les deux pays.

« Pour ce motif et sous le souvenir des liens qui existaient jadis entre nos glorieux ancêtres sur le trône hongrois et ces pays,



nous portons sur la Bosnie et l'Herzégovine les droits de notre souveraineté, etc...

Les Bosniaques, par l'intermédiaire de Tcherviche-beg Miralem, notable musulman très en vue, ont déjà alors protesté à la Diète, contre toute tentative d'une annexion constitutionnelle, car ils savaient que la question de Bosnie-Herzégovine fait partie de la question yougoslave et que les solutions partielles ne peuvent qu'enrayer notre unité nationale; ils savaient aussi que jamais dans le cadre de la Monarchie nous ne pourrions être libres.

Aujourd'hui aussi, malgré que la Diète bosniaque soit dissoute, les Bosniaques et les Herzégoviniens se sont solidarisés pour mener, avec leurs chefs yougoslaves au Parlement de Vienne, une action vigoureuse en vue de la libération de leur pays. Après la manœuvre de M. von Seidler, ils n'ont pas hésité à réagir et leur pensée se résume dans les paroles prononcées par un de leurs députés: « Nous savons très bien, disait-il, qu'une grande Croatie, que l'Autriche nous offre, serait d'ores et déjà mise à la merci des Autrichiens et des Magyars. Nous, Serbes et Croates, répondons à M. Seidler, avec la même indignation et avec la même énergie que les Slovènes: *Jamais!* »

Le temps nous dira si les imaginaires et ridicules droits historiques des Magyars auront le dessus sur la volonté énergique d'un peuple conscient de lui-même.

D' M. S.

### Les Bulgares et les déportations serbes

Le « Genevois » du 18 mai a publié une lettre de M. M. D. Marincovitch, sur les déportations des Serbes en Asie-Mineure, faites par les autorités bulgares.

Cette lettre, contenant des documents irrefutables, constitue une nouvelle preuve de brutalité bulgare dans les régions occupées. Mais elle prouve aussi la mauvaise foi dont les intellectuels bulgares se servent pour masquer les agissements de leurs autorités. Nous reproduisons ici les passages suivants de cette lettre si bien documentée:

« Mais le plus important de la lettre de M. Mikoff c'est le passage qui parle des déportations. M. Mikoff reconnaît les déportations des Serbes en Bulgarie, mais il conteste formellement que les déportés aient été envoyés en Asie. Au lieu de s'en tenir à la parole de M. Mikoff, il est préférable de fournir des preuves. Ces preuves furent recueillies par M. Reiss, professeur à l'Université de Lausanne, et elles sont convaincantes. Voici ce que M. Reiss dit des déportations en Asie:

« J'ai spécialement interrogé des prisonniers bulgares, au sujet de cette question et j'ai obtenu un grand nombre de témoignages qui confirment complètement le contenu de mon télégramme du mois de mai. »

Voici quelques-uns de ces témoignages bulgares:

« Joseph Pekow-Lioutonow, du 2e régiment d'artillerie de montagne dit: « Tous les Serbes qui se sont révoltés, jusqu'à l'âge de 60 ans, ont été bannis en Asie-Mineure. »

« Sava Ivanow, sous-officier du 2e régiment d'infanterie, déclare: « Tous les jeunes gens des environs de Leskovats ont été envoyés en Asie-Mineure. Le peuple n'était pas du tout content de ce qu'on envoyait ainsi les chrétiens chez les Turcs, parce que, malgré tout, les Serbes sont des orthodoxes, tout comme les Bulgares. Mais dans les sphères élevées on était d'avis que ces jeunes gens seraient « mieux maltraités » chez les Turcs. Là-dessus Mackensen a donné l'ordre que tous les Serbes rebelles fussent, sans distinction, déportés en Asie-Mineure. »

Un officier du 22e régiment d'infanterie a communiqué: « Une partie des Serbes révolutionnaires ont été envoyés en Asie-Mineurs. »

« Georgi Panow, caporal au 8e régiment d'infanterie, 3e bataillon, 9e compagnie, a entendu dire que les rebelles étaient envoyés en Asie-Mineure. »

« Anasthase Panow, du 2e régiment d'infanterie, 3e bataillon, 10e compagnie, déclare: « Après la rébellion, les Bulgares ont brûlé tous les villages de l'arrondissement de Lébane et ils ont envoyé la population en Asie-Mineure. »

« Dimitar Todorow Popow, caporal au 21e régiment d'infanterie, 2e bataillon, 5e compagnie, a déclaré:

« Parmi les prisonniers, les plus vieux ont été retenus en Bulgarie et les jeunes ont été envoyés en Asie-Mineure. »

« Et voici la déclaration d'un témoin oculaire. Il s'appelle Achille Nicolaiew et il appartient au 43e régiment d'infanterie. Il déclare: « Je confirme avoir vu deux transports d'hommes serbes à Andrinople. Ils se rendaient en Asie-Mineure. »

Cette petite collection de déclarations, que je pourrais facilement compléter, je veux uniquement la terminer par la déclaration du sergent de la gendarmerie serbe, Douchan Manoilovitch, qui a été fait prisonnier en 1915. Lors de la retraite, mais qui a réussi à échapper aux Bulgares, qui voulaient l'incorporer dans leur armée. Il déclare:

« J'ai appris, des soldats bulgares, que les familles des hommes de la région de Morawa qui ne s'étaient pas présentés, étaient envoyées en Asie-Mineure. »

De cette dernière déclaration, il semble que l'on puisse déduire que les Bulgares ne se sont pas contentés des déportations de la population provenant des régions rebelles, mais qu'ils ont également appliqué cette mesure à d'autres parties du pays.

Il sera difficile, pour le gouvernement de Sofia, de démentir sans plus ces déclarations de ses propres sujets.

Le fait des déportations en Asie-Mineure est donc prouvé, et il témoigne quelle valeur on peut accorder en ce moment-ci aux démentis du gouvernement bulgare.

Ces révélations du professeur Reiss sont publiées par le « Télégraph » du 22 mars. Elles en disent plus long que les démentis de M. Mikoff.

En vous priant de bien vouloir publier ces explications, qui permettront à vos lecteurs de juger, je tiens à vous assurer, etc.

M. D. MARINCOVITCH, avocat.

### L'Amérique et le problème d'Autriche-Hongrie

D'après un télégramme de Washington au « Times » en date du 31 mai, M. Lansing, ministre américain des affaires étrangères, a fait une déclaration officielle sur le Congrès des nationalités opprimées à Rome. Dans cette déclaration le ministre américain dit que le gouvernement des Etats-Unis a suivi avec le plus grand intérêt les travaux du Congrès: « Les aspirations nationales des Tchéco-Slovaques et des Yougoslaves, a ajouté M. Lansing, jouissent auprès du gouvernement américain des plus sérieuses sympathies. »

Cette déclaration marque un changement profond dans l'attitude des Etats-Unis envers l'Autriche; elle doit être interprétée dans le sens d'un élargissement du fameux point 10, comptant au nombre des quatorze conditions d'une paix permanente exposées par le président Wilson dans son message au Congrès, le 8 janvier dernier.

Comme nos lecteurs se le rappellent, le président Wilson avait formulé dans le message de janvier dernier l'opinion suivante sur l'Autriche-Hongrie: « Aux peuples de l'Autriche-Hongrie dont nous voulons voir la place parmi les nations sauvegardée et assurée, seront accordées les meilleures possibilités d'un développement autonome. »

Nous sommes très heureux de pouvoir enregistrer ce changement dans la politique américaine, si ardemment souhaité par tous les peuples opprimés.

Nous reviendrons dans notre prochain numéro sur cet événement important, ainsi que sur la dernière décision du Conseil de Versailles.

### Les toasts de Sofia

Charles de Habsbourg et Ferdinand de Cobourg viennent d'échanger à Sofia des toasts qui, malgré leur forme conventionnelle, contiennent quelques indications utiles à retenir. Ce que l'on constate d'abord, c'est l'insistance avec laquelle le roi Ferdinand rappelle l'amitié traditionnelle existant entre l'Autriche et la Bulgarie et l'empressement de l'empereur Charles à exprimer l'espoir que l'amitié austro-bulgare, « établie depuis longtemps », sera maintenue aussi à l'avenir, plus solide et plus intime. Le jeune empereur, revenant du grand quartier allemand, où il a dû jurer la fidélité à l'Allemagne, a été probablement très flatté de voir Ferdinand de Bulgarie jurant à son tour, à lui, empereur d'Autriche, une fidélité inébranlable. Mais les Bulgares, selon leur habitude, ne font rien sans se faire payer. Aussi le roi des Bulgares a-t-il dit dans son discours que « les liens traditionnels unissant la Bulgarie à l'Autriche justifient l'espoir d'une frontière commune avec les Etats des Habsbourg ». L'empereur Charles a répondu qu'il nourrit les mêmes sentiments envers les Bulgares et qu'il espère également que l'amitié austro-bulgare sera, « par le voisinage immédiat », resserrée encore davantage.

Nous ne voulons pas examiner le fond des affirmations anticipées et gratuites contenues dans ces toasts. La guerre n'est pas encore terminée et la joie des deux monarchies germaniques est, en tous cas, prématurée. Rappelons seulement aux associés germaniques les paroles généreuses du président Wilson « que l'Allemagne se trompe si elle croit que l'Amérique sacrifiera qui que ce soit ». Il n'est pas pourtant sans intérêt de souligner un fait caractéristique qui ressort des déclarations échangées. Le roi Ferdinand ne parle plus de « l'unité nationale bulgare » que son gouvernement affichait partout où il fallait s'approprier des terres d'autrui. Il semble que les Autrichiens se soient opposés à cette formule par

trop ridicule par rapport au territoire serbe que la Bulgarie réclame pour obtenir une frontière commune avec la monarchie. C'est pourquoi « le désir du roi Ferdinand d'une frontière commune » n'a été motivé par les raisons habituelles bulgares, mais uniquement par la nécessité d'avoir un pont entre la Bulgarie et les Centraux. D'autre part, l'empereur Charles, dans ses lettres au prince Sixte de Bourbon et l'ancien ministre Czernin, dans un de ses derniers discours, assurait aux Serbes que leur Etat sera restauré et que les Bulgares n'obtiendront que quelques territoires « habités par les Bulgares ». Or, malgré le courage fantastique que mettent des « savants » de Sofia à découvrir partout des Bulgares, ils n'ont pas encore osé affirmer que la région entre le Danube et le Timok est habitée par les Bulgares. Cette région est cependant nécessaire à la Bulgarie si elle doit servir de pont pour les communications de l'Allemagne avec la Turquie et l'Asie. On voit ce que valent les promesses autrichiennes! R.

### L'Autriche-Hongrie et l'opinion suisse

La « Gazette de Lausanne » du 4 juin publie un article fort judicieux du Dr Victor Kuhne, sur le problème d'Autriche-Hongrie. Dans cet article, intitulé: « Aux créateurs d'Etat sur le papier », M. Kuhne s'élève contre les publicistes alliés et neutres qui voudraient préférer à une solution logique et juste de la question d'Autriche-Hongrie, une combinaison artificielle contraire au désir et au sentiment des peuples intéressés.

Nous tenons à enregistrer aussi la conversion de M. William Martin, rédacteur politique au « Journal de Genève » qui, comme on le sait, a défendu avec ardeur le projet d'une rénovation de la vieille monarchie et sa séparation d'avec l'Allemagne. Dans le « Journal de Genève » du 4 juin, M. Martin déclare que la politique fondée sur l'idée d'une régénération de l'Autriche-Hongrie est finie. Sans vouloir discuter avec le distingué publiciste genevois si une telle politique avait une chance quelconque d'aboutir, nous sommes heureux de voir M. Martin adhérer à un point de vue que nous avons toujours soutenu dans « La Serbie ».

### Bulgarie

#### Le cynisme bulgare après la violence de Bucarest

Dans l'organe de M. Radoslavoff, les « Narodni Prava », du 8 mai, nous lisons ce qui suit:

« Il est facile de se rendre compte de la haute importance que nous attribuons, nous, Bulgares, aux relations de bon et paisible voisinage avec la Roumanie, lorsqu'on pense qu'après avoir obtenu satisfaction dans la question de la Dobroudja, la Bulgarie va construire un pont sur le Danube, entre les deux Etats. Par ce pont, se développera à l'avenir entre la Roumanie et la Bulgarie des rapports qui donneront aux deux Etats la possibilité absolue de servir leurs intérêts vitaux. La Roumanie sera la première à en tirer un grand profit. Aussi « la Roumanie doit avoir de la reconnaissance non seulement pour la grande générosité bulgare », mais aussi pour le profond désir qu'ont les Bulgares de voir la Bulgarie vivre en paix avec sa voisine la Roumanie. »

La question du papier ayant trouvé une solution, nous sommes heureux de pouvoir continuer la publication de La Serbie qui paraîtra pourtant, pendant quelques semaines, sur deux pages seulement.

Nous profitons de cette occasion pour remercier bien cordialement tous ceux qui, en grand nombre, sont venus nous exprimer leurs sympathies à l'occasion de la suspension provisoire de notre journal.

Rédaction de La Serbie.

### FEUILLETON

## L'UNIVERSITÉ DE BELGRADE aux Professeurs des Universités des Etats alliés

Au moment où en Europe et en Amérique on discute le sort de la Serbie et de tous les Yougoslaves et surtout à l'occasion des conditions de paix exposées par MM. Lloyd George et le président Wilson, les professeurs de l'Université de Belgrade, réfugiés à l'étranger, croient devoir, par l'intermédiaire des Universités des pays alliés, adresser à tous les peuples, en compagnie desquels les Serbes combattent l'ennemi commun, le présent appel.

Au nom du peuple serbe, et particulièrement de ses intellectuels, ils déclarent que, depuis le début de la guerre, les Serbes ont toujours considéré qu'un seul principe est capable d'assurer en même temps que le salut et l'avenir des Serbes, Croates, Slovènes, une paix véritablement juste et durable. Ce principe est celui qui accorde aux nations la libre disposition de leur sort. L'application de ce principe ramènerait en même temps l'Autriche-Hongrie à ses véritables frontières nationales et ne lui laisserait plus que les Allemands et les Magyars. Toute autre solution serait injuste et inefficace.

En Grande-Bretagne, en Amérique et en France, nombreux sont encore ceux qui semblent croire qu'il soit possible de démocratiser l'Etat des Habsbourg et d'accorder la liberté aux peuples de la Double Monarchie dans le cadre de l'Autriche-Hongrie. C'est une erreur résultant d'une connaissance imparfaite du passé du domaine des Habsbourg et de l'état des choses qui y règne.

Trois facteurs ont toujours dominé l'Autriche: la dynastie, les Allemands et les Magyars. Les Allemands en Autriche et les Magyars en Hongrie, ne constituant qu'une minorité soutenue par les Habsbourg; ces trois facteurs se sont mis d'accord en 1867 pour pouvoir régner dans l'Etat au préjudice des autres nations.

Au cours des deux siècles qui ont précédé ce compromis de 1867, l'histoire intérieure de l'Autriche-Hongrie n'est qu'une lutte continuelle du pouvoir central, soutenue par les Allemands, l'armée et la police, contre les peuples de la Monarchie. Dans cette lutte, la dynastie et le pouvoir central ont toujours fait des peuples leurs instruments, les lançant les uns contre les autres, suivant les circonstances: les Serbes et les Croates contre les Magyars; les Italiens contre les Serbes et les Croates; les Roumains contre les Serbes; les Magyars contre les Serbes et les Croates.

Aux heures du danger, l'Autriche a toujours consenti de grandes concessions aux diverses nationalités dont elle recherchait l'appui. Mais le péril conjuré, elle annulait aussitôt les concessions. Les privilèges accordés aux Serbes lorsque, répondant à l'appel de l'empereur Léopold, ils avaient, en 1690, passé en Autriche, ne furent jamais respectés, bien que quatre souverains successifs les eussent ratifiés. En 1848, un territoire séparé et autonome fut octroyé au peuple serbe en récompense de l'aide qu'il avait apportée aux Habsbourg contre les Magyars. Cette promesse fut retirée quelques années plus tard. L'autonomie de l'Eglise et des Ecoles serbes en Hongrie, garantie par toutes sortes de lois dont la promulgation avait été le fruit d'âpres luttes soutenues par le peuple serbe et le couronnement de ces aspirations, n'a jamais été respectée et fut finalement supprimée en 1912. Les droits de la Croatie autonome, dont l'acte original de 1868 fut, d'ailleurs, falsifié, afin de pouvoir plus aisément frustrer les Croates de leur port de Fiume, au profit des

Magyars, ont, depuis cette époque, été foulés aux pieds à trois reprises, lorsque le besoin de la dynastie ou les aspirations de l'impérialisme magyar l'exigeaient. En général, en Croatie, comme dans toutes les autres contrées où nos populations manifestaient leur force vitale, régnaient la terreur et la violence.

En un mot, on peut dire que tous les efforts gouvernementaux tendaient surtout à affaiblir les Serbes, les Croates et les Slovènes au point de vue national et économique. On faisait la guerre aux écoles serbes et on les fermait; on prohibait les livres serbes; les Serbes de Hongrie, qui sont plus d'un demi-million dans la Batschka et le Banat, n'avaient pas de représentant national au Parlement; les institutions économiques dues à l'initiative serbe privée, étaient, de la part du gouvernement hongrois, l'objet de tracasseries multiples qui aboutissaient invariablement à l'abolition; aujourd'hui, il est même interdit aux Serbes, sujets hongrois, d'acquiescer en Hongrie des biens immobiliers, etc.

(A suivre).

Ivan Majouranitch: « La mort de Smail-aga Tchen-guitch ».

La bibliothèque yougoslave de Genève vient de publier en langue serbo-croate cet ouvrage du grand poète croate Majouranitch. Cette édition a été publiée par les soins de notre ami et collaborateur M. le Dr Lyoubu Perkovitch, qui a écrit une préface historique et littéraire fort intéressante.

Nous recommandons à nos lecteurs yougoslaves cette belle édition.